



Paris, le 12 juillet 2022

Les Français et les politiques climatiques

Pour réussir la transition écologique, il est essentiel de mieux comprendre comment les citoyens perçoivent les politiques climatiques. Dans cette nouvelle *Note du CAE*, **Antoine Dechezleprêtre**, **Adrien Fabre** et **Stefanie Stantcheva** présentent les résultats pour la France d'une enquête internationale sur les attitudes vis-à-vis du changement climatique et des politiques visant à le limiter. S'appuyant sur un échantillon représentatif de 2 000 Français, cette enquête permet de dresser un panorama des perceptions et du soutien aux principales mesures climatiques. Préoccupés par le changement climatique, les Français offrent un soutien varié à ces mesures selon la perception qu'ils ont de leur efficacité, de leur impact redistributif et de leurs conséquences financières sur leur propre ménage. Plusieurs recommandations suivent ces constats, dont la mise en place d'enquêtes régulières, l'information auprès des citoyens, l'aide à l'adoption d'alternatives aux énergies fossiles, l'accélération des investissements dans des infrastructures bas carbone, et le fléchage de toutes nouvelles recettes liées à la taxation du carbone.

Attitudes face au climat

Les Français sont en grande majorité préoccupés par le changement climatique, mais leur soutien aux différentes politiques envisageables pour lutter contre est variable. Il est d'autant plus grand qu'elles sont perçues comme efficaces environnementalement, justes socialement et peu coûteuses pour leur propre ménage. Informer les citoyens sur leurs propriétés augmente significativement le soutien.

Constat 1. Les Français interrogés sont conscients des conséquences potentiellement désastreuses du changement climatique et reconnaissent la nécessité de lutter contre sa progression, au niveau individuel et collectif.

Constat 2. Une part significative de Français pense que les politiques climatiques sont régressives et anticipent des conséquences négatives sur leur ménage.

Constat 3. Le soutien s'explique par les perceptions sur l'efficacité environnementale des politiques, sur leurs effets redistributifs et leur impact financier sur le ménage. Informer sur les propriétés des mesures peut contribuer à augmenter leur soutien.

Soutien aux différentes mesures

À côté des trois perceptions soulignées plus haut, le soutien aux mesures climatiques dépend fortement des sources de financements (dans le cas d'investissements), du type de politique (réglementation ou taxe), de l'usage des recettes (dans le cas d'une taxe), ainsi que de la disponibilité de substituts bas carbone (équipements et transports).

Constat 4. Les subventions à l'adoption et au déploiement de technologies bas carbone, les investissements publics dans des infrastructures décarbonées, l'obligation de rénovation thermique assortie de subventions et l'interdiction des véhicules polluants des centres-villes sont soutenus par une majorité de Français.

Constat 5. Le soutien aux mesures de tarification du carbone est nettement plus élevé lorsque les recettes financent des transferts pour compenser les ménages vulnérables ou des investissements verts.

Constat 6. La France est le pays où la différence de soutien entre ceux qui utilisent et qui n'utilisent pas de voiture est la plus importante. La qualité des services et des équipements disponibles importe plus que la taille de l'agglomération du lieu d'habitation.

Constat 7. En complément de mesures climatiques nationales, la plupart des Français interrogés soutiennent un accord mondial pour réduire les émissions selon une clé de répartition équitable des efforts.

Élaborer des politiques climatiques efficaces et justes

Pour comprendre les considérations et inquiétudes des citoyens envers les politiques climatiques, il est nécessaire de conduire régulièrement des enquêtes sur les perceptions, préoccupations et attentes des ménages. Une meilleure information sur le fonctionnement et les effets des politiques climatiques est nécessaire.

Recommandation 1. Conduire régulièrement des enquêtes sur les contraintes pesant sur les ménages, sur la compréhension et l'acceptation des mesures climatiques, et mieux intégrer les attentes et préoccupations des citoyens dans la définition des politiques.

Recommandation 2. Mieux informer les citoyens sur le fonctionnement et les effets des politiques climatiques. Envisager de confier cette mission d'information au Haut Conseil pour le climat en lui allouant des moyens à la hauteur de cette nouvelle compétence.

Investissements et infrastructures pour permettre la substitution vers des alternatives bas carbone sont essentiels et d'autant plus urgents que la hausse des prix de l'énergie actuelle pèse lourdement sur les ménages. Une tarification carbone ne peut pas être envisagée dans le contexte actuel de forte hausse des prix de l'énergie. Est également cruciale la prise en compte des demandes de progressivité des mesures, trop souvent perçues comme régressives et coûteuses pour les ménages les plus vulnérables.

Recommandation 3. Séquencer la mise en place des politiques climatiques : favoriser d'abord la diffusion d'alternatives bas carbone pour protéger les ménages des hausses des prix, avant des hausses éventuelles du prix du carbone (prévues au niveau européen).

Recommandation 4. Renforcer les dispositifs d'aide à l'achat d'équipements à faibles émissions, notamment pour les ménages vulnérables et à revenus modestes.

Recommandation 5. Faire une priorité des investissements publics dans les infrastructures de mobilité à faibles émissions : transports en commun, réseau ferroviaire, pistes cyclables, bornes de recharge pour véhicules électriques.

Recommandation 6. Redistribuer tout ou partie des recettes provenant de la tarification carbone et des taxes sur les énergies fossiles pour compenser les ménages vulnérables, sous forme de transferts forfaitaires.

Recommandation 7. S'engager à affecter intégralement les recettes de toute nouvelle taxe environnementale, ou les hausses de recettes des taxes environnementales existantes, au financement d'une transition énergétique juste.

Retrouvez les *Notes du CAE* sur www.cae-eco.fr

A propos du Conseil d'analyse économique

Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Il est composé d'économistes universitaires et de chercheurs reconnus et réalise en toute indépendance ses travaux qu'il rend publics. Les opinions exprimées dans les Notes du CAE sont celles de leurs auteurs et n'engagent ni le Conseil, ni le Président délégué, ni bien entendu le Premier ministre.

Contact Presse

Christine CARL

01 42 75 77 47

Suivez **@CAEinfo** sur Twitter



christine.carl@pm.gouv.fr

Courriel itinérant : christine.carl@cae-eco.fr